



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2013

Table des matières

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES	3
FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	3
RESULTATS PAR REGION	3
RESULTATS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	5
ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	5
PARTIES LIEES	7
PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013	7
PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013	7
COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2013	8
ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	8
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	9
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	11
ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE	12
NOTES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES CONSOLIDES RESUMES POUR LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2013	13
NOTE 1 - NATURE DE L'ACTIVITE ET FAITS CARACTERISTIQUES	13
NOTE 2 - METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION	13
NOTE 3 - PERIMETRE	15
NOTE 4 - INFORMATIONS RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	16
NOTE 5 - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	22
NOTE 6 - INFORMATIONS DIVERSES	27
NOTE 7 - EVENEMENT SIGNIFICATIF POSTERIEUR AU 30 JUIN 2013	29
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	30
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	31

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES

En millions d'Euros, chiffres trimestriels non audités	T1 2013	T1 2012	Var.	T2 2013	T2 2012	Var.	S1 2013	S1 2012	Var.
Chiffre d'affaires	125,3	132,7	-6%	112,0	129,7	-14%	237,3	262,3	-10%
Trésorerie nette	-4	22	-27	14	23	-9	14	23	-9

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Au cours du semestre, le groupe a finalisé les cessions annoncées en début d'année. Le 21 février, le groupe a cédé à Econocom sa participation au capital d'Exaprobe ICT, puis le 30 avril, le groupe a finalisé la cession au groupe Ericsson de son pôle Télécom et Média (plus de détails à la note 3.2 des annexes).

Le groupe a poursuivi le déploiement de son plan de transformation « Eagle » engagé fin 2011. Dans ce cadre, et afin de permettre un pilotage plus fin, le Groupe a mis en place une nouvelle organisation par « régions géographiques » entraînant une refonte de son information sectorielle décrite à la note 5.2 des annexes.

Par ailleurs, le Groupe a signé deux nouveaux partenariats innovants sur ses offres mobilité et Cloud avec SAP et Google.

En termes d'activité, le **chiffre d'affaires** du 1^{er} semestre s'établit à 237,3M€, en décroissance de 9,5% par rapport à la même période de 2012 (-5,9% à périmètre et change constants). Le deuxième trimestre affiche un meilleur taux de croissance par rapport au premier trimestre, intégrant un effet jour favorable.

La **marge d'exploitation**¹ du Groupe s'établit à 6,3 M€ soit 2,7% du chiffre d'affaires, stable par rapport au 1^{er} semestre 2012. L'amélioration des taux journaliers moyens du groupe a permis de compenser en partie la baisse du taux d'utilisation des ressources internes². Au premier semestre, ce dernier s'établit à 80,9%, comparé à 82,0% sur la même période en 2012.

Avec une **trésorerie disponible**³ de 14 M€ contre 10 M€ au 31 décembre dernier, la situation financière du Groupe reste saine. Les principales variations semestrielles de la trésorerie et de la dette financière sont décrites ci-dessous « Analyse de l'état consolidé de la situation financière ».

RESULTATS PAR REGION

En millions d'euros	Contribution au chiffre d'affaires S1 2013	Marge d'Exploitation S1 2013	En % du CA S1 2013	Contribution au chiffre d'affaires S1 2012	Marge d'Exploitation S1 2012	En % du CA S1 2012
Western Europe	55,2	3,2	5,8%	55,4	2,0	3,6%
Var	-0,2%	62,0%				
Var PCC ⁴	-0,2%					
Mediterranean area	36,0	-0,1	-0,4%	43,8	0,8	1,9%
Var	-17,9%	-116,2%				
Var PCC	-17,8%					
Northern Europe	31,2	0,1	0,4%	37,4	1,3	3,6%
Var	-16,5%	-90,1%				
Var PCC	-16,1%					

1 La marge d'exploitation est définie comme le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions et hors impact des rémunérations fondées sur des actions

2 Le taux d'utilisation des ressources mesure la part du temps de travail (hors congés légaux) des personnels productifs salariés directement imputés sur des prestations facturables aux clients.

3 La trésorerie disponible est définie comme étant le montant de la trésorerie ou équivalent de trésorerie et autres actifs financiers immédiatement mobilisables (incluant les contrats de capitalisation) net des découverts bancaires et des tirages de lignes de crédit court terme

4 A périmètre et change constants.

Central Europe	23,5	-1,3	-5,7%	27,0	-0,3	-1,1%
Var	-12,7%	358,0%				
Var PCC	-12,7%					
Middle East & Turkey	9,4	0,4	4,3%	10,2	0,6	6,1%
Var	-8,7%	-35,5%				
Var PCC	-7,6%					
Single entities	23,3	0,3	1,5%	28,0	1,3	4,7%
Var	-16,6%	-73,6%				
Var PCC	-16,6%					
Others	43,6	2,5	5,8%	35,6	1,2	3,4%
Var	22,4%	109,4%				
Var PCC	22,4%					
Divestments	15,1	1,2	7,8%	25,0	0,2	0,8%
Var	-39,5%	523,5%				
Var PCC	-2,6%					
Total	237,3	6,3	2,7%	262,3	7,2	2,7%
Var	-9,5%	-12,7%				
Var PCC	-5,9%					

La croissance a été principalement portée par la région « **Western Europe** », constituée de l'activité Expertise France, de la Belgique et du Luxembourg. La légère décroissance de 0,2%, hors variations de périmètre et effets change, s'explique par le lent démarrage de l'activité avec nos clients bancaires qui a engendré un faible taux d'utilisation sur le semestre. L'augmentation du taux de marge s'explique par les premiers effets positifs de notre plan de transformation « Eagle ».

La zone « **Méditerranée** », qui regroupe les activités France Solutions et Consulting ainsi que les activités réalisées en Afrique du Nord, affiche un chiffre d'affaires de 18,2M€. La décroissance de 17,8% s'analyse principalement par la perte de contrats de licences en France.

La région « **Northern Europe** », consolidant les entités anglaises et les pays scandinaves, est en décroissance de 16,5%. Deux effets majeurs ont pesé sur l'activité et la rentabilité de la région. D'une part, l'effet base défavorable au Royaume-Uni lié à un surcroît d'activité qui avait été engendré par les jeux Olympiques en 2012, et, d'autre part, la fermeture, en Norvège du site de R&D du principal client. Le Danemark, quant à lui a réussi une belle pénétration dans le secteur « Public ».

L'activité de la région « **Central Europe** » constituée de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche, de la Pologne et de la République Tchèque, en baisse de 12,7% au 1^{er} semestre 2013, est impactée par les réductions de volume d'affaires dans le secteur des Télécoms en Allemagne. La Pologne réduit drastiquement ses pertes par l'effet combiné d'un nouveau management depuis fin 2012 et par l'intégration dans la région, générant des synergies.

La région « **Middle East & Turkey** » connaît également une baisse de son revenu (-7,6% à taux de change et périmètre constants) et de sa marge qui passe de 4,7% à fin juin 2012 à 1,5% fin juin 2013. Les retards persistants dans le démarrage de projets ont entraîné cette situation principalement au « Middle East ».

Le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle des « **Single entities** » (Espagne, Italie, Pays-Bas) sont impactés par le secteur Telecom en Italie et le secteur bancaire aux Pays Bas. A l'inverse, l'activité en Espagne affiche une excellente performance malgré un environnement local difficile.

Le secteur « **Others** », intégrant le reste de nos participations, progresse de 22,4% principalement lié à l'activité de S Team en France et de Between en Hollande.

Les **activités cédées**, correspondent principalement aux cessions du début d'année. La contribution en marge de ces activités est élevée au 1^{er} semestre 2013 du fait de la performance de l'activité de Smartvision, acquise en Octobre 2012 avant d'être cédée au Groupe Ericsson en 2013. La partie récurrente des activités cédées était quant à elle dilutive sur la marge du groupe.

RESULTATS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En millions d'euros	Contribution au chiffre d'affaires S1 2013	Marge d'Exploitation S1 2013	En % du CA S1 2013	Contribution au chiffre d'affaires S1 2012	Marge d'Exploitation S1 2012	En % du CA S1 2012
France	106,6	5,3	5,0%	120,3	2,5	2,1%
Var	-11,4%	108,7%				
Var PCC	-3,8%					
Reste du monde	130,7	1,0	0,8%	142,1	4,7	3,3%
Var	-8,0%	-78,4%				
Var PCC	-7,7%					
Total	237,3	6,3	2,7%	262,3	7,2	2,7%
Var	-9,5%	-12,7%				
Var PCC	-5,9%					

En France, le chiffre d'affaires recule de 11,4% impacté par les cessions du 1^{er} semestre du pôle Télécom et Média et d'Exaprobe ICT. Le chiffre d'affaires résiste bien notamment dans son positionnement sur les secteurs Industrie et Energie. La décroissance s'établit à -3,8% à périmètre constant par rapport au 30 juin 2012, La marge d'exploitation du 1^{er} semestre 2013 à 5% (vs. 2,1% au 1^{er} semestre 2012), s'explique par les premiers effets positifs du déploiement du plan « Eagle » en particulier sur les taux journaliers moyens du groupe.

L'international, qui représente 55% du chiffre d'affaires du groupe à 130,7 M€, affiche une décroissance de 8%. Elle s'explique par l'effet de nos clients historiques « Telecom » en particulier en Europe du Nord, Europe Centrale et Italie qui continue de peser sur la performance du Groupe. En conséquence, la marge d'exploitation, s'établit à 0,8% du chiffre d'affaires contributif (versus 3,3% au S1 2012).

ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

Analyse du compte de résultat consolidé

A 237,3M€, le **chiffre d'affaires** du groupe est en décroissance de 9,5% sur le semestre (5,9% à périmètre et change constants).

La **marge d'exploitation** s'établit à 6,3 M€. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge d'exploitation est de 2,7% stable comparativement au premier semestre 2012.

Le résultat opérationnel s'établit à 10 M€ au premier semestre 2013 à comparer à -2 M€ sur la même période l'année dernière, du fait des autres produits opérationnels de 12 M€ liés aux cessions de la filiale Exaprobe ICT et du Pole T&M. Les charges non récurrentes pour 7,6 M€ (à comparer aux charges non récurrentes de 9 M€ au 1er semestre 2012), sont engendrées par des coûts de restructurations pour 4,4 M€ (versus 4,3 M€ au 30 juin 2012) principalement en Allemagne et en France, des coûts d'accompagnement du projet de transformation « Eagle » pour 1,8 M€ (versus 4,4 M€ au 30 juin 2012) et des pertes de valeur suite à la réalisation des « impairment tests » au titre du 30 juin 2013 pour un montant total de 1,4 M€.

Le **résultat financier se détériore** d'une année sur l'autre à -1,1 M€ (contre -0,5 M€ au premier semestre 2012), conséquence des effets de change sur les devises polonaise et marocaine.

La **charge d'impôt** sur le résultat de 2,4 M€ représente 25% du résultat avant impôts (vs 23% au premier semestre 2012). Elle s'explique par l'effet de la CVAE (K€ 1 501) en France, ainsi que par l'effet de pertes fiscales non activées essentiellement en Allemagne et en Pologne.

Le **résultat net** est de 7,1 M€, contre -3,1M€ un an plus tôt, dont -0,2 M€ revenant aux actionnaires minoritaires des sociétés contrôlées, et 7,3 M€ de résultat net part du groupe.

Le résultat dilué par action ressort à 0,78€ par action (vs -0,25€ au S1 2012).

Analyse de l'état consolidé de la situation financière

Les principaux postes du bilan consolidé ont évolué comme suit au cours du premier semestre 2013 :

Montants en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012	Variations	Principales explications de la variation
Actifs non courants	107,5	110,7	(3,1)	La réalisation des « impairment tests » au 30 juin a conduit le groupe à constater une perte de valeur sur l'UGT Devoteam Gmbh et Devoteam Pologne pour 0,7M€ chacune. Les autres variations sont principalement dues aux amortissements de la période
Créances d'exploitation	174,1	174,9	(0,9)	Plusieurs effets sont à l'origine de la stabilité des créances d'exploitation: - d'une part l'effet de la baisse d'activité au cours du premier semestre et d'autre part une hausse du DSO à 81 jours à fin juin 2013 (contre 83 jours au 30 juin 2012) contre 77 jours au 31 décembre 2012. - l'effet de l'augmentation saisonnière des charges constatées d'avance de 4,6M€. - et la constatation de la créance liée au prix de base différé de 3,8M€ restant à payer par Ericsson, suite à la cession du pôle T&M au 30 avril 2013.
Trésorerie disponible *	13,8	9,7	4,1	Cf. ci-après
Actifs non courants destinés à être cédés	-	19,0	(19,0)	En 2012, les participations dans Exaprobe ICT et notre pôle Telecom & Media avaient été classés en actifs disponibles à la vente. En 2013, celles-ci ont été cédées respectivement à Econocom et Ericsson.
Capitaux propres attribuables au groupe	131,8	127,6	4,2	L'augmentation s'explique par la constatation du profit de la période pour 7,2M€, de la déduction des dividendes à verser (-0,9M€) et des rachats d'actions propres (-1,3M€) ainsi qu'un effet négatif de change (-0,8M€).
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,3	(0,3)	Les participations ne donnant pas le contrôle n'ont pas significativement varié au cours de la période.
Passifs non courants	11,5	12,6	(1,2)	La baisse des passifs non courants s'explique principalement par la baisse du volume des dettes de locations financement.
Passifs courants	152,2	157,1	(4,9)	Les passifs courants diminuent sur la période, principalement impactés par la baisse des dettes fiscales (Taxe sur la valeur ajoutée) en France, compensée par la comptabilisation d'une provision pour restructuration en Allemagne pour 1,8M€
Passifs non courants destinés à être cédés	-	16,6	(16,6)	En 2012, les participations dans Exaprobe ICT et notre pôle Telecom & Media avaient été classés en actifs disponibles à la vente. En 2013, celle-ci ont été cédées respectivement à Econocom et Ericsson.

* La **trésorerie disponible** (incluant les contrats de capitalisation figurant en autres actifs financiers courants et déduction faite de 16,3 M€ de découverts bancaires et de lignes de crédit court terme) augmente de 4,1 M€ sur le semestre à 13,8 M€ du fait de :

- Un **flux de trésorerie issue des activités opérationnelles** de -6,2M€, en amélioration par rapport à -8,4M€ au 1^{er} semestre 2012 ; Il résulte d'une part de la hausse saisonnière du besoin en fonds de roulement de 6,2M€, moins élevée qu'à fin juin 2012 (7,9M€). D'autre part d'une capacité d'autofinancement en amélioration de 1,0M€ par rapport au 1^{er} semestre 2012, impactée principalement par la hausse du résultat net de la période (7,1 M€ versus -3,1M€ au 1^{er} semestre 2012) et la hausse des impôts payés pour 2,3M€.

- Un **flux de trésorerie issue des activités d'investissement** qui s'établit à 11,9M€**, dont 12,9M€ provenant des cessions de filiales Exaprobe et de notre pôle T&M. (Note 3.2.2 des états financiers ci-dessous).
- Un **flux de trésorerie issue des activités de financement** de -9,4M€ (contre -8,3M€ au S1 2012). Il inclut principalement le remboursement de 7M€ de lignes de crédit court terme et des rachats par la société de ses propres actions pour 1,4M€.
- Un **effet négatif de change** de -0,2 M€.

** excluant les placements de trésorerie investis sur des supports moyen terme et comptabilisés dans les autres actifs financiers courants (0,3M€ au 30 juin 2013 identique au 31 décembre 2012).

La trésorerie nette des **dettes financières** du Groupe augmente à 6,6M€ (contre 1,6 M€ au 31 décembre 2012). Les dettes financières se composent essentiellement de contrats de location financement.

La situation financière du Groupe reste saine :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Placements financiers (inclus en autres actifs financiers courants)	0,3	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29,9	32,9
Concours bancaires courants (inclus en emprunts et dettes financières courantes)	(6,3)	(6,5)
Lignes de crédit court terme (incluses dans les emprunts et dettes financières courants)	(10,0)	(17,0)
Trésorerie disponible	13,8	9,7
Dettes financières courantes (hors concours bancaires courants et lignes de crédits)	(2,3)	(2,3)
Dettes financières non courantes	(4,9)	(5,7)
Trésorerie nette des dettes financières	6,6	1,6
Fonds propres consolidés	131,8	127,9
Taux d'endettement net	-5,0%	-1,3%

PARTIES LIÉES

Des accords conclus entre parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 (note 6.2). Aucune nouvelle transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2013.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le Groupe n'ont pas changé par rapport aux facteurs de risques présentés en page 23 du rapport financier annuel 2012.

PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013

En avril 2013, Devoteam a signé un accord de partenariat avec Google Entreprise afin d'accompagner ses clients dans leur transition vers le Cloud et la mobilité. Dans ce marché en très forte croissance, Devoteam devient un partenaire majeur de Google Entreprise en Europe. Suite à ce partenariat le Groupe a remporté cet été un premier contrat pluriannuel significatif, avec une société du CAC 40. Compte tenu des résultats du premier semestre, Devoteam confirme ses objectifs de stabilité du taux de marge d'exploitation et de forte amélioration du résultat net en 2013.

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2013

ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIFS (Montants en milliers d'euros)	Note	30 juin 2013	31 décembre 2012
Goodwill	4.3	77 920	79 984
Autres Immobilisations incorporelles	4.1	3 326	4 266
Immobilisations corporelles	4.2	10 873	12 152
Actifs financiers non courants	4.4	3 127	2 533
Participations dans les entreprises associées	4.5	1 070	1 009
Impôts différés actifs		9 573	9 437
Autres actifs non courants	4.11	1 658	1 316
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		107 549	110 698
Créances clients	4.6	144 575	153 627
Autres créances courantes	4.6	22 787	15 789
Créances d'impôt courantes	4.6	6 286	5 153
Autres actifs financiers courants (*)	4.7	687	629
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	29 895	32 866
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		204 230	208 064
Actifs non courants destinés à être cédés		-	18 962
TOTAL DES ACTIFS		311 779	337 724

(*) Les autres actifs financiers courants incluent les contrats de capitalisation et comptes à terme

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES (Montants en milliers d'euros)	Note	30 juin 2013	31 décembre 2012
Capital social	4.8	1 528	1 528
Prime d'émission		9 441	9 441
Réserves consolidées		129 901	133 584
Titres d'autocontrôle		(15 879)	(14 501)
Réserves de conversion		(441)	556
Résultat de l'exercice		7 290	(2 782)
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs aux actifs non courants destinés à être cédés		-	(178)
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AU GROUPE		131 839	127 648
Participations ne donnant pas le contrôle		(32)	238
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		131 808	127 885
Emprunts et dettes financières	4.9	4 938	5 703
Provisions	4.10	5 500	5 671
Impôts différés passifs		14	81
Autres passifs	4.11	1 006	1 179
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		11 458	12 634
Emprunts et dettes financières	4.9	18 588	25 812
Provisions	4.10	5 155	3 870
Dettes fournisseurs	4.6	43 560	44 430
Dettes fiscales et sociales	4.6	70 493	76 082
Dettes d'impôt exigible	4.6	1 447	1 409
Autres passifs	4.6	29 270	28 985
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		168 513	180 587
Passifs non courants destinés à être cédés		-	16 618
TOTAL DES PASSIFS		179 971	209 839
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		311 779	337 724

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Montants en milliers d'euros, sauf résultat par action	Note	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	5.2	237 317	262 327	515 070
Reprises provisions		-	-	-
Autres produits		-	-	-
PRODUITS OPERATIONNELS COURANTS		237 317	262 327	515 070
Achats marchandises		(6 479)	(12 243)	(24 731)
Autres achats et charges externes		(70 920)	(74 732)	(147 909)
Impôts taxes et versements assimilés		(2 418)	(2 652)	(4 848)
Salaires et traitements et charges sociales		(147 881)	(162 373)	(312 230)
Dotations aux amortissements sur immobilisations		(2 784)	(2 907)	(5 950)
Dépréciations sur créances courantes		(195)	(111)	(439)
Autres charges		(352)	(104)	(680)
CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES		(231 028)	(255 123)	(496 785)
MARGE D'EXPLOITATION		6 289	7 204	18 284
Rémunérations fondées sur des actions	5.3	(27)	(48)	(95)
Amort. des relations clientèle acquises lors des regroup. d'entreprises		(137)	(168)	(338)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		6 125	6 989	17 851
Autres produits opérationnels	5.4	12 078	479	1 371
Autres charges opérationnelles	5.4	(7 711)	(9 491)	(18 188)
RESULTAT OPERATIONNEL		10 492	(2 023)	1 034
Produits financiers	5.5	161	780	1 395
Charges financières	5.5	(1 234)	(1 317)	(2 857)
RESULTAT FINANCIER		(1 073)	(538)	(1 462)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		69	74	152
RESULTAT AVANT IMPOTS		9 488	(2 487)	(276)
Charge d'impôt sur le résultat	5.6	(2 394)	(574)	(3 341)
RESULTAT DE L'EXERCICE		7 094	(3 061)	(3 618)
<i>Attribuable à :</i>				
Actionnaires de la société mère		7 289	(2 382)	(2 783)
Participations ne donnant pas le contrôle		(195)	(679)	(835)
Résultat par action (en €)		0,78	-0,25	-0,29
Résultat dilué par action (en €)		0,78	-0,25	-0,29

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants en milliers d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Résultat de l'exercice	7 094	(3 061)	(3 618)
Gains et pertes actuariels sur régime de retraite à prestations définies	-		(482)
Charge d'impôt sur gains et pertes actuariels sur régime de retraite à prestations définies	-		166
Éléments non recyclables en résultat	-	-	(316)
Ecart de conversion	(651)	933	533
Variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-	140	239
Charge d'impôt sur variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-	(48)	(82)
Éléments recyclables en résultat	(651)	1 025	690
Total des autres éléments du résultat global, nets d'impôt	(651)	1 025	373
Résultat global de l'exercice	6 443	(2 036)	(3 244)
<i>Dont :</i>			
Actionnaires de la société mère	6 516	(1 373)	(2 301)
Participations ne donnant pas le contrôle	(73)	(663)	(943)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Montants en milliers d'euros	Note	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Résultat de l'exercice		7 094	(3 061)	(3 618)
Ajustements :		-		-
Résultats des entreprises mises en équivalence		(69)	(74)	(152)
Charge d'impôt		2 394	574	3 341
Amortissements et provisions		5 544	3 029	7 666
Autres éléments sans effets sur la trésorerie		(542)	(694)	(1 232)
Résultats de cessions d'actifs		(11 869)	39	239
Charges et produits d'intérêts nets		336	492	1 091
Variation du besoin en fonds de roulement		(6 296)	(7 850)	1 319
Intérêts versés		(430)	(742)	(1 477)
Impôts versés		(2 391)	(78)	(4 512)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	4.7	(6 228)	(8 364)	2 665
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(961)	(1 547)	(2 581)
Acquisition d'actifs financiers		(507)	(1 207)	(1 553)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		26	108	205
Dividendes reçus		-	163	235
Cession d'actifs financiers		431	6 853	13 452
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		12 948		
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		-	(234)	(806)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	4.7	11 937	4 134	8 951
Produit de l'émission d'actions		-	-	158
Remboursements d'emprunts		(8 161)	(847)	(21 184)
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		0	-	-
Emission d'emprunts		198	37	17 090
Dividendes versés		(83)	(4 769)	(5 231)
Opérations sur actions propres		(1 378)	(2 677)	(3 159)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	4.7	(9 424)	(8 256)	(12 326)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(3 716)	(12 485)	(711)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		26 398	27 996	27 996
Effet des actifs non courants détenus en vue de la vente		1 098		(1 098)
Effet de la variation du taux de change		(208)	298	211
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		23 573	15 809	26 398
<i>Réconciliation avec la trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</i>				
Découverts bancaires		6 323	10 501	6 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan		29 895	26 309	32 866
Lignes de crédit court terme incluses dans les emprunts et dettes financières courants		(10 000)		(17 000)
Placements financiers inclus dans les autres actifs financiers courants		265	6 789	265
Trésorerie disponible à la clôture	4.7	13 838	22 597	9 663

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

(en milliers d'Euros, sauf données par action)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Réserves recyclables (OCI)	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Total des capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1er Janvier 2012	10 535 873	1 596	13 423	(15 551)	(221)	136 146	29	135 421	1 655	137 077
Résultat de l'exercice						(2 382)		(2 382)	(679)	(3 061)
Ecarts de change							917	917	16	933
Gains et pertes actuariels nets d'impôt sur régime de retraite à prestations définies								-		-
Variation de la réserve de couverture nette d'impôt					92			92		92
Total des autres éléments du résultat global					-	92	917	1 009	16	1 025
Résultat global de l'exercice (1)					92	(2 382)	917	(1 373)	(663)	(2 036)
Dividendes versés au titre de l'exercice 2011						(4 766)		(4 766)	(23)	(4 788)
Valorisation des options de souscription d'actions						48		48		48
Ajustement relatif au nombre et à la valeur des actions propres				(2 677)				(2 677)		(2 677)
Augmentation de capital par levée d'options								-		-
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Autres mouvements (2)	(54 473)	(8)	(668)	676		29	(29)	0	(1)	(1)
Solde au 30 juin 2012	10 481 400	1 588	12 755	(17 552)	(129)	129 075	917	126 653	968	127 622
Dont transactions avec les propriétaires comptabilisées directement en capitaux propres								(7 395)		

(1) Détail dans l'état du résultat global

(2) Les autres mouvements correspondent principalement à la réduction de capital par annulation d'actions propres

Solde au 1^{er} Janvier 2013	10 081 355	1 528	9 441	(14 501)	(64)	130 687	556	127 647	238	127 885
Résultat de l'exercice						7 290		7 290	(195)	7 094
Ecarts de change							(773)	(773)	122	(651)
Gains et pertes actuariels nets d'impôt sur régime de retraite à prestations définies								-		-
Variation de la réserve de couverture nette d'impôt					-			-		-
Total des autres éléments du résultat global					-	-	(773)	(773)	122	(651)
Résultat global de l'exercice (1)					-	7 290	(773)	6 516	(73)	6 443
Dividendes versés au titre de l'exercice 2012						(937)		(937)	(323)	(1 259)
Valorisation des options de souscription d'actions						27		27		27
Ajustement relatif au nombre et à la valeur des actions propres				(1 378)				(1 378)		(1 378)
Augmentation de capital par levée d'options								-		-
Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Autres mouvements				-	64	124	(224)	(36)	127	91
Solde au 30 juin 2013	10 081 355	1 528	9 441	(15 879)	(0)	137 190	(441)	131 839	(31)	131 808
Dont transactions avec les propriétaires comptabilisées directement en capitaux propres								(2 324)		

(1) Détail dans l'état du Résultat global

(Montants exprimés en milliers d'Euros, sauf mention expresse)

NOTE 1 - NATURE DE L'ACTIVITE ET FAITS CARACTERISTIQUES

Devoteam S.A. (la « Société ») créée en 1995, est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française.

Devoteam est un groupe européen de conseil et d'ingénierie spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société pour la période close le 30 juin 2013, comprennent la société et ses filiales (appelées « le groupe ») ainsi que la quote-part du groupe dans les entreprises associées et sous contrôle conjoint.

Au cours du semestre, le groupe a finalisé les cessions annoncées en début d'année. Le 21 février, le groupe a cédé à Econocom sa participation au capital d'Exaprobe ICT, puis le 30 avril, le groupe a finalisé la cession au groupe Ericsson de son pôle Télécom et Média (voir note 3.2).

Par ailleurs, le groupe a poursuivi le déploiement de son plan de transformation « Eagle » engagé fin 2011 et qui vise à repositionner ses activités autour de sujets offrant le meilleur potentiel de croissance et à identifier les principaux leviers d'amélioration de la productivité.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013 ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du Directoire et arrêtés lors de sa réunion du 28 août 2013.

NOTE 2 - METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec le rapport financier 2012.

Les principes IFRS retenus dans les comptes semestriels au 30 juin 2013 sont ceux qui ont fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de l'Union Européenne avant le 30 juin 2013 et disponibles sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ils sont conformes aux IFRS de l'IASB.

Les principales nouvelles normes, amendements, améliorations et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2013 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés au 30 juin 2013.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de normes, amendements de normes ou interprétations par anticipation.

2.2 Base d'évaluation et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (monnaie fonctionnelle de la société), arrondis au millier le plus proche sauf indication contraire. Ils sont basés sur le coût historique, à l'exception des éléments suivants :

- Instruments financiers dérivés valorisés à la juste valeur,
- Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat,
- Actifs financiers disponibles à la vente évalués à la juste valeur,
- Immeubles de placement évalués à la juste valeur,
- Les passifs, résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui seront réglés en trésorerie, évalués à la juste valeur.

2.3 Recours à des estimations et aux jugements

L'établissement des états financiers conformes aux IFRS, nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les valeurs réelles pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations n'ont pas variés de façon significative par rapport à ceux ayant affectés les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Malgré le maintien de son taux de marge opérationnelle par rapport au 1^{er} semestre 2012, le groupe est soumis à la pression des prix de vente et à une concurrence forte. Les incertitudes macro économiques persistent et continuent de faire peser un climat d'incertitude sur l'évolution de la conjoncture économique conduisant le groupe à rester très prudent dans ses estimations et jugements.

Ainsi, les actifs dont la valeur s'apprécie par référence à des perspectives à moyen et long terme, en particulier les actifs incorporels, ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte ces incertitudes, en particulier dans leurs effets sur les flux de trésorerie futurs résultant de l'activité.

2.4 Principales méthodes comptables

2.4.1 Base de préparation des comptes consolidés semestriels

Les méthodes comptables appliquées par le groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ces méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du groupe.

NOTE 3 - PERIMETRE

3.1 Périmètre de consolidation

La liste des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation du groupe au 30 juin 2013 est décrite à la note 4.1 des états financiers 2012 et les mouvements de la période sont décrits ci-dessous.

3.2 Mouvements de la période

3.2.1 Acquisitions

Il n'y a pas eu au cours du 1er semestre 2013 d'acquisitions de filiales ou de prises de participations.

L'impact sur les états financiers 2013 des entrées de périmètre (acquisitions et prises de participations) réalisées en 2012 (Smartvision) s'élève à 4,3 M€ de chiffre d'affaires et 1,6 M€ de résultat opérationnel courant.

Au 30 juin 2013, aucun complément de prix n'a été payé, contrairement au 30 juin 2012 pour K€ 235 et au 31 décembre 2012 pour K€ 933.

L'allocation des prix d'acquisition des sociétés acquises en 2012 n'a donné lieu à aucun ajustement sur les comptes du groupe.

3.2.2 Cessions

Au cours du 1er semestre 2013, le Groupe a procédé à différentes opérations modifiant son périmètre de consolidation dont les principales sont indiquées ci-dessous :

Pôle Télécom&Média (T&M) :

Le 30 avril 2013, le groupe a finalisé la cession de son pôle T&M au groupe Ericsson qui représentait environ 40 M€ de chiffre d'affaires et regroupait 400 collaborateurs dans le conseil et l'intégration des systèmes d'informations. Cette cession est en ligne avec la stratégie du groupe dans le cadre du repositionnement de ses offres. La cession a généré une plus value consolidée nette des frais inhérents à la vente de K€ 11 408 comptabilisée en « Autres produits opérationnels ».

Le contrat de cession prévoit qu'une partie du prix est payable à l'issue de la phase d'audit des comptes de cession. Le groupe ne s'attend pas à ce que l'estimation du prix réalisée dans les comptes au 30 juin 2013 diffère sensiblement du prix de cession final. Le pôle T&M a été déconsolidé au 30 avril 2013.

Exaprobe ICT :

Le 21 février 2013, le groupe a finalisé la cession à Econocom de sa participation au capital d'Exaprobe ICT qui représentait environ 16 M€ de chiffre d'affaires et une soixantaine de collaborateurs. Cette cession a généré une plus value consolidée nette des frais inhérents à la vente de K€ 576 comptabilisée en « Autres produits opérationnels ».

Le contrat de cession prévoit un complément de prix payable en 2014 en fonction, principalement, de l'atteinte d'objectifs financiers et de la présence d'hommes clés.

Ces deux cessions avaient fait l'objet d'un classement en « actifs détenus en vue de la vente » dans les comptes consolidés du 31 décembre 2012.

Au cours de la période le groupe a également constaté la perte de contrôle des filiales Crocodile RCS et RCS Lab. sans effet significatif sur les comptes (moins de 1% du CA consolidé et du total actif du groupe).

La contribution aux états financiers du premier semestre 2013 des sorties de périmètre (cessions et perte de contrôle de participations) réalisées sur le semestre est présenté ci-dessous :

En milliers d'euros	30 juin 2013 (1)	30 juin 2012 (2)
Group contribution (3)	15 104	24 982
Marge d'exploitation	1 183	190

(1) *Concerne principalement les deux cessions décrites ci-dessus*

(2) *Activité SMV incluse dans l'activité Télécom et Média France*

(3) *la « group contribution » ou chiffre d'affaires contributif est défini comme le chiffre d'affaires total (interne et externe) diminué des coûts de sous-traitance interne. Ces données sont issues du reporting de gestion*

Le nombre de collaborateurs transféré dans le cadre de ces cessions, au cours du 1er semestre 2013, est de 471.

Le périmètre de consolidation a varié corrélativement aux cessions explicitées ci-dessus.

NOTE 4 - INFORMATIONS RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

4.1 Immobilisations incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles sur le premier semestre 2013 sont de K€ 488 contre K€ 1 268 au premier semestre 2012. L'augmentation de la période s'explique principalement par des acquisitions dans le cadre de l'activité normale du groupe, ainsi que des licences prises en location financement.

4.2 Immobilisations corporelles

Au cours des six mois écoulés au 30 juin 2013, le groupe a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de K€ 560 (contre K€ 1 300 pour le premier semestre 2012) correspondant principalement à des aménagements de locaux et à du matériel informatique.

4.3 Goodwill

Les goodwills au 30 juin 2013 se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Goodwill brut	Perte de valeur cumulée	Goodwill net	Goodwill brut	Perte de valeur cumulée	Goodwill net
UGT Scandinavie (*)	19 124	(1 018)	18 106	19 414	(1 018)	18 396
Devoteam GmbH	13 634	(728)	12 906	13 634	-	13 634
Devoteam Netherland	9 233	(46)	9 187	9 233	(46)	9 187
Devoteam Consulting France	8 405	-	8 405	8 405	-	8 405
UGT United Kingdom	8 500	(946)	7 553	8 552	(946)	7 606
Devoteam Genesis	3 992	-	3 992	3 992	-	3 992
Devoteam Guidance	3 326	-	3 326	3 326	-	3 326
Devoteam Maroc	3 391	(503)	2 888	3 391	(503)	2 888
Devoteam Belgique	2 201	-	2 201	2 201	-	2 201
UGT Pologne*	2 495	(677)	1 819	2 653	-	2 653
Autres goodwills nets inférieurs à 2 200 K€	10 983	(3 446)	7 537	11 133	(3 437)	7 697
Total	85 284	(7 364)	77 920	85 935	(5 950)	79 984

(*) Détails des entités en Note 3.2 des états financiers 2012.

La variation des goodwills bruts K€ (659) au 1er semestre 2013 provient essentiellement des effets de change constatés sur

l'UGT Turquie pour K€ (141), l'UGT Scandinavie pour K€ (290), l'UGT Pologne pour K€ (158) et l'UGT United Kingdom pour K€ (52).

Des pertes de valeur ont été constatées, suite à la réalisation des « impairment tests » au titre du 30 juin 2013, sur les UGT Devoteam GmbH et UGT Pologne respectivement pour K€ (728) et K€ (677).

Concernant les tests de perte de valeur, le groupe n'a pas réalisé de manière systématique ces tests de dépréciation au 30 juin 2013. Un comparatif a notamment été réalisé entre le budget et le réalisé de la période, entraînant le cas échéant un test de perte de valeur, en cas de déviation défavorable par rapport au budget.

Les UGT identifiées selon cette méthode sont Devoteam Middle East, Devoteam Genesis, Devoteam GmbH, Devoteam Guidance Luxembourg, Devoteam Maroc, Devoteam Holding BV, l'UGT Scandinavie, l'UGT Pologne et Devoteam Teligent LLC.

Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des UGT testées sont détaillées ci-dessous (identiques au 31 décembre 2012, à l'exception de l'UGT Pologne) :

Hypothèses clés 2013	Taux d'actualisation	Taux de croissance long terme	Taux de rentabilité normatif (*)
France	10%	2,5%	entre 4,0% et 9,0%***
Autres pays Européens	10% à 11%	2,5%	entre 2,0% et 9,0%****
Moyen Orient	10,50%	3%	entre 8,0% et 9,0%
Afrique du nord	10% à 10,50%	3%	entre 8,0% et 9,0%
Asie (**)	10,50%	3%	entre 8,0% et 9,0%

(*) EBIT long terme

(**) Russie et Turquie

(***) 4% pour l'UGT Exaprobe ECS dont l'activité principale est l'étude et l'intégration d'infrastructures de réseaux d'entreprises.

(****) 2% pour l'UGT Between Holding spécialisée dans le « sourcing » de professionnel IT et 5% pour l'UGT Pologne, en baisse de 1% par rapport à 2012, lié aux difficultés persistantes du groupe sur ce marché.

La réalisation des « impairment tests » au titre du 30 juin 2013 a conduit à constater une perte de valeur sur les UGT Devoteam GmbH et UGT Pologne. Ces pertes de valeur se justifient par des perspectives de croissance et de résultat moins élevées que prévues.

Des tests de sensibilité ont été réalisés, sur les UGT testés, sur les principaux paramètres de calcul :

- une augmentation de 0,5 point du taux d'actualisation aurait impacté négativement les résultats du groupe de K€ 1 376
- une baisse de 0,5 point du taux de rentabilité normative aurait impacté négativement les résultats du groupe de K€ 1 498
- une baisse de 0,5 point du taux de croissance long terme aurait impacté négativement les résultats du groupe de K€ 825

La valeur comptable de certaines UGT est très proche de leur valeur recouvrable estimée. C'est le cas principalement de l'UGT Devoteam GmbH, Devoteam Luxembourg, Exaprobe ECS, UGT Turquie et UGT Pologne (cf. note 5.1 des états financiers 2012).

Au 30 juin 2013, tous les compléments de prix sont comptabilisés. L'engagement total au 30 juin 2013, concernant les contreparties éventuelles (clauses d'Earn-out) est de K€ 434 contre K€ 366 au 31 décembre 2012. Il concerne uniquement la société Fornebu Consulting en Norvège.

4.4 Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
Prêts, cautionnements et autres créances	2 351	2 280
Autres actifs financiers non courants	777	253
Total	3 127	2 533

Les actifs financiers non courants comprennent principalement des dépôts de garantie pour une valeur nette de K€ 2 040 (contre K€ 2 028 à fin 2012).

4.5 Participations dans les entreprises associées

Informations financières concernant les participations mises en équivalence : Between Management Consultant, Keivox, Inflexsys, Axance, et Crocodile RCS. Le groupe exerçant une influence notable sur ces entités, elles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 1^{er} janvier 2013, la cession de participation Crocodile RCS aux actionnaires minoritaires a engendré la perte de contrôle par le groupe.

En milliers d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
Participations dans les entreprises associées	1 070	1 009

4.6 Autres actifs et passifs courants

Actifs (K€)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Créances clients	144 575	153 627
Créances fiscales et sociales	4 594	5 951
Créances d'impôt exigible	6 286	5 153
Autres créances courantes	5 055	1 276
Charges constatées d'avance	13 138	8 562
Total	173 648	174 570

Les créances clients diminuent, pour s'établir à K€ 144 575 au cours du 1^{er} semestre 2013. Cela s'explique, d'une part, par l'effet de la baisse d'activité au cours du premier semestre et d'autre part par une hausse du DSO à 81 jours à fin juin 2013 (stable par rapport au 30 juin 2012) contre 77 jours au 31 décembre 2012.

Les autres créances courantes passent de K€ 1 276 au 31 décembre 2012 à K€ 5 055 au 30 juin 2013. Cette hausse est due à la constatation du prix de base différé estimé à K€ 3 806 restant à payer par Ericsson suite à la cession du pôle TM au 30 avril 2013.

Les charges constatées d'avance augmentent de K€ 4 576. Cette variation provient essentiellement de l'accroissement saisonnier des charges constatées d'avance liées à l'activité opérationnelle du groupe.

Passifs (hors provisions courantes, Emprunts et dettes financières court terme) (K€)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Dettes Fournisseurs	43 545	44 365
Dettes fiscales et sociales	70 493	76 082
Dettes d'impôt exigible	1 447	1 409
Dettes sur acquisition d'immobilisations	15	65
Autres dettes courantes	9 162	8 328
Produits constatés d'avance	20 108	20 657
Total	144 770	150 905

Les passifs courants diminuent sur la période, principalement impactés par la baisse des dettes fiscales (Taxe sur la valeur ajoutée) en France.

Les autres dettes courantes de K€ 9 162 à fin juin 2013 (contre K€ 8 328 fin 2012) se composent principalement de :

- clients créditeurs et avoirs à établir clients pour K€ 4 167 (contre K€4 658 à fin 2012), principalement sur les entités françaises pour K€ 2 457 et sur Devoteam Danemark pour K€ 1 510 ;
- la part courante de la dette transférée au groupe dans le cadre de l'accord de transfert d'actifs réalisé en Belgique pour un montant de K€ 894 (contre K€ 1 346 en 2012) ; Cette dette est relative au risque de reversement de subventions perçues antérieurement pour lesquelles les conditions d'attribution définitive ne sont pas remplies à la clôture ;
- les dettes courantes d'earn-out et put sur minoritaires d'un montant total de K€ 2 162 (contre K€ 2 174 en 2012). Elles se composent principalement d'une option de vente « Put » accordée aux minoritaires de Devoteam Pologne « ex Wola Info » valorisée à K€ 1 490 (ce put a été partiellement exercé) et d'un earn-out de K€ 434 sur Fornebu Consulting ;
- dividendes à payer aux actionnaires, pour un montant de K€1 177 (dont 937K€ aux actionnaires du groupe et 240K€ aux actionnaires minoritaires des filiales).

Les autres postes ne présentent pas de variation significative et sont liés à l'activité opérationnelle du groupe.

4.7 Autres actifs financiers courants et Trésorerie et équivalents de trésorerie

4.7.1 Autres actifs financiers courants

Ce poste comprend essentiellement un contrat de capitalisation en euros détenu par le groupe pour K€ 265 au 30 juin 2013 (contre K€ 265 à fin 2012) comptabilisé par option à la juste valeur par le compte de résultat.

4.7.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ils comprennent au 30 juin 2013 des comptes courants à vue et des dépôts à terme d'une durée initiale inférieure à 3 mois pour un montant de K€ 29 895.

La trésorerie détenue dans des pays soumis à un mécanisme de contrôle des changes s'élève à K€ 1 529.

4.7.3 Trésorerie disponible

La trésorerie disponible, définie par Devoteam comme étant le montant de la trésorerie ou équivalents de trésorerie et autres actifs financiers immédiatement mobilisables net des concours bancaires courants et des tirages de lignes de crédits court terme, se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012
Placements financiers	265	265
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 895	32 866
Concours bancaires courants	(6 323)	(6 468)
Lignes de crédit court terme	(10 000)	(17 000)
Trésorerie disponible	13 837	9 663

Les principales variations de la trésorerie du groupe sont décrites ci-dessous.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Variation du besoin en fonds de roulement (BFR) :

Elle passe de K€ 1 319 en décembre 2012 à K€ - 6 296 à fin juin 2013. Le « DSO » fin de période du groupe est de 81 jours à la

fin du 1er semestre 2013 comparativement à 77 jours fin décembre 2012.

Intérêts versés :

Ils diminuent légèrement comparativement au 30 juin 2012 en lien avec l'extinction de la dette OBSAR et de l'instrument de couverture lié ainsi qu'à la réduction des intérêts versés sur les contrats de location financement.

Impôts payés :

L'écart par rapport à l'impôt payé du 1^{er} semestre 2012 s'explique par le remboursement d'acomptes d'impôt et de crédit d'impôt recherche en 2012 principalement en France pour 2,9 M€.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les principaux flux de la période, à hauteur de K€ 12 948, correspondent aux encaissements (sous déduction de la trésorerie disponible le jour de la cession) relatifs aux cessions des filiales Exaprobe et du pôle Télécom et Média (cf. note 3.2).

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Ils comprennent principalement le remboursement d'une partie des lignes de crédit court terme tirées par le groupe à hauteur de K€ 7 000 et de l'achat d'actions propres pour K€ 1 378 dans le cadre du programme de rachat d'actions en vigueur.

4.8 Capitaux propres

4.8.1. Capital social

Au 30 juin 2013, le capital social de Devoteam S.A. s'élève à 1 527 764 euros réparti en 10 081 355 actions. Il est inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

4.8.2. Dividendes

Le Directoire a proposé lors de l'Assemblée Générale du 20 juin, de verser un dividende de 10 cents par action au titre de l'exercice 2012. La mise en paiement a eu lieu le 2 juillet 2013.

4.8.3. Actions d'autocontrôle

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, le groupe a procédé, au cours du 1er semestre 2013, à l'acquisition de 151 668 actions d'autocontrôle pour une valeur globale de K€ 1 378. Le groupe détient ainsi 867 659 titres d'autocontrôle soit 8,61% du capital au 30 juin 2013.

4.9 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières diverses se composent de :

En Milliers d'euros	30 juin 2013	Part à moins d'1an	Dont de 1 à 5 ans	Dont part à + 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	10 738	10 369	369	-
Dettes de location financement	6 466	1 896	3 141	1 429
Concours bancaires courants	6 323	6 323	-	-
Total emprunts et dettes financières	23 526	18 588	3 510	1 429

En Milliers d'euros	31 décembre 2012	Part à moins d'1an	Dont de 1 à 5 ans	Dont part à + 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	17 519	17 300	219	-
Dettes de location financement	7 528	2 044	3 786	1 698
Concours bancaires courants	6 468	6 468	-	-
Total emprunts et dettes financières	31 515	25 812	4 005	1 698

Le tirage des lignes de crédit court terme, incluses dans le poste « Emprunts auprès des établissements de crédit », est passé de K€ 17 000 à fin décembre 2012 à K€ 10 000 au 30 juin 2013.

4.10 Provisions courantes et non courantes

Les provisions courantes et non courantes d'un montant de K€ 10 655 à fin juin (contre K€ 9 541 à fin décembre 2012) se décomposent principalement comme suit :

- des provisions pour restructuration pour K€ 4 438 (contre K€ 3 123 au 31 décembre 2012) qui correspondent d'une part à des coûts de réduction des effectifs à hauteur de K€ 2 589, et d'autre part à des provisions liées à des locaux inutilisés à hauteur de K€ 1 849. Ces provisions concernent principalement Devoteam Danet GmbH en Allemagne pour K€ 3 217, Devoteam Belgique pour K€ 654, Devoteam France pour K€ 384 et Devoteam Italie pour K€ 95 ;
- des provisions pour indemnités de départ en retraite pour K€ 3 067, principalement au niveau des entités Françaises (contre K€ 2 837 au 31 décembre 2012) ; Les principales hypothèses de calcul des provisions pour indemnités de départ en retraite sont identiques à celles retenues au 31 décembre 2012. Pour le groupe, le coût des services rendus pour la période s'élève à K€ 207 et le coût financier à K€ 57.
- des provisions pour litiges salariaux pour K€ 1 493 (contre K€ 1 781 au 31 décembre 2012) concernant principalement les entités Françaises pour K€ 806 et Devoteam Belgique pour K€ 618 ;
- des provisions pour risques et charges diverses pour K€ 1 657 (contre K€ 1 800 au 31 décembre 2012) essentiellement constituées en France K€ 570, en Allemagne K€ 528, aux Pays Bas K€ 171 et en Turquie K€ 157. Elles couvrent des risques divers tels que les provisions pour garanties données aux clients et des litiges commerciaux.

4.11 Autres actifs et passifs non courants

Actifs (K€)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Immeubles de placement	199	403
Autres	1 459	912
Total	1 658	1 316

Les autres actifs non courants correspondent principalement à :

- aux immeubles de placement appartenant à Devoteam Pologne pour K€ 199. La variation au 30 juin 2013 s'explique par la cession de deux immeubles polonais pour K€ 181 au cours de la période ;
- la partie long terme d'une créance d'impôt existante pour K€ 647 chez Devoteam Ausystems Italie et pour K€ 204 chez Devoteam Danet en Allemagne.
- la créance liée à la cession d'Exaprobe ICT au groupe Econocom pour K€ 481. Elle correspond à une partie du complément de prix.

Passifs (K€)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Autres passifs non courants	868	1 155
Produits constatés d'avance	138	24
Total	1 006	1 179

Les autres passifs non courants s'élèvent à K€ 1 006 à fin juin 2013 (contre K€ 1 179 à la fin de l'exercice 2012) et se composent principalement de la constatation de la partie long terme d'une dette d'impôt chez Devoteam Ausystems Italie pour K€ 855 contre K€ 1 140 au 31 décembre 2012.

NOTE 5 - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 Information comparative

Selon l'instruction n°2007-05 du 2/10/07 de l'AMF, des comptes pro forma sont à produire si le périmètre varie de plus de 25% au cours de la période. Les impacts étant inférieurs à 25%, le Groupe n'a pas d'obligation d'établissement de comptes pro forma. Les effets résumés des variations de périmètre de la période sont indiqués en note 3.2.

5.2 Secteurs opérationnels

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de transformation « Eagle » et afin de permettre un pilotage plus serré, le groupe a annoncé une évolution de son modèle organisationnel en suivant trois objectifs clés :

- promouvoir les offres du groupe
- accélérer le déploiement de son modèle opérationnel
- simplifier et clarifier son modèle de gouvernance

Une nouvelle organisation par « plaque géographique » a été mise en place à effet du 1^{er} janvier 2013. La formation de ces « plaques géographiques » s'est effectuée en fonction de différents critères assurant leur cohérence :

- chiffre d'affaires de la région : chaque région est la somme de pays qui génèrent un certain niveau d'affaires,
- un point d'ancrage naturel pour la région (ex: un "grand" pays et un certain nombre de pays plus "petits") ou un équilibre approprié entre entités (un certain nombre de "petits" pays),
- proximité géographique, linguistique et culturelle entre pays d'une même région,
- synergie des offres : Saisir les opportunités de croissance en développant une synergie des offres (ex : étendre une offre d'un pays à un autre d'une même région).

Les régions ainsi créées sont les suivantes :

- La région « **Western Europe** » est constituée de l'activité Expertise France, de la Belgique et du Luxembourg.
- La région « **Mediterranean** », regroupe les activités France Solutions et Consulting ainsi que les pays d'Afrique du Nord.
- La région « **Northern Europe** », consolide les entités anglaises et les pays scandinaves.
- La région « **Central Europe** » est constituée de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche, de la Pologne et de la République Tchèque.
- Les « **Single entities** » comprennent l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas.
- La région « **Middle East** » se décompose quant à elle du Moyen Orient et de la Turquie.
- Le secteur « **Others** » intègre le reste de nos participations, notamment celles ayant des « business models » différents et les activités fonctionnelles et financières qui ne sont pas directement affectables aux activités opérationnelles (notamment les fonctions centrales).
- Le secteur « **activités cédées** » comprenant principalement le pôle Télécom et Média et l'activité Exaprobe ICT cédées au cours de la période.

Le reporting interne présenté au principal décideur opérationnel est aligné sur cette nouvelle organisation permettant au groupe de présenter ces régions comme ses secteurs opérationnels conformément à IFRS 8.

Les informations sectorielles comparatives au titre de l'exercice 2012 ont été retraitées afin de présenter ces informations selon le nouveau découpage sectoriel en vigueur au sein du groupe au 30 juin 2013.

Les principaux indicateurs de performance explicités ci-dessous sont utilisés par le groupe dans son reporting interne et restent

identiques à ceux de la clôture 2012 (Cf. note 3.18 des états financiers 2012) :

- d'une part la marge d'exploitation définie comme le résultat opérationnel courant avant impact des rémunérations fondées sur des actions et des amortissements des relations avec la clientèle acquises lors des regroupements d'entreprises ;
- d'autre part, la « group contribution » ou chiffre d'affaires contributif défini comme le chiffre d'affaires total (interne et externe) d'un secteur opérationnel diminué des coûts de sous-traitance interne acquis auprès d'un autre secteur opérationnel. Cet indicateur reflète la contribution d'un secteur au chiffre d'affaires du groupe produit avec des ressources propres. La somme des « group contributions » des secteurs opérationnels correspond au chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Les résultats et actifs des secteurs opérationnels sont présentés ci-dessous :

En milliers d'euros	Western Europe		Mediterranean area		Northern Europe		Central Europe		Middle East		Single Entities		Others		Activités cédées		Total Groupe	
	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Group contribution*	55 223	55 360	35 977	43 795	31 229	37 405	23 525	26 962	9 354	10 247	23 317	27 958	43 588	35 618	15 104	24 982	237 317	262 327
Amortissement des immobilisations corporelles/incorporelles	(911)	(1 023)	(33)	(33)	(330)	(346)	(410)	(435)	(57)	(76)	(127)	(134)	(881)	(753)	(35)	(107)	(2 784)	(2 907)
Marge d'exploitation*	3 196	1 973	(137)	844	133	1 345	(1 345)	(294)	403	625	350	1 323	2 508	1 198	1 183	190	6 289	7 204
Résultat opérationnel	3 164	(525)	(439)	848	55	1 276	(5 132)	(1 510)	378	569	(218)	1 069	11 501	(3 940)	1 182	190	10 492	(2 023)

* Cf définitions en note 3.18 du rapport financier 2012

Résultat financier	(1 073)	(538)
Résultat sociétés mises en équivalence	69	74
Charge d'impôt	(2 394)	(574)
Résultat net	7 094	(3 061)

En milliers d'euros	Western Europe		Mediterranean area		Northern Europe		Central Europe		Middle East		Single Entities		Others		Activités cédées		Total des actifs consolidés	
	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actifs sectoriels*	70 363	64 028	55 931	59 868	45 142	47 744	40 761	44 547	17 573	18 820	31 192	37 648	50 818	46 107	0	18 962	311 779	337 724

*Dans le cas d'actifs sectoriels communs à deux secteurs, ils sont répartis au prorata de la « group contribution » générée sur la période

5.3 Rémunération fondée sur des actions

L'impact des plans de stock options, classés entre la marge d'exploitation et le résultat opérationnel courant au 30 juin 2013, s'élève à K€ (27) contre K€ (48) au 30 juin 2012.

Les termes et conditions des programmes d'options existants sont indiqués dans les états financiers 2012. Il n'y a pas eu de nouveaux plans d'options au cours du 1er semestre.

5.4 Autres charges et produits opérationnels

Les principaux composants des autres charges et produits opérationnels sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>					
Autres charges opérationnelles	30 juin 2013	30 juin 2012	Autres produits opérationnels	30 juin 2013	30 juin 2012
Coûts de restructuration	(4 522)	(4 559)	Produits liés aux reprises de provisions non utilisées des restructurations	91	306
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-	(200)	Valeurs nettes des immobilisations cédées	1	108
Pertes de valeurs des goodwill(*)	(1 405)	-	Profit net lié aux cessions de filiales	11 984	-
Pertes de valeurs sur autres actifs (**)	-	(283)	Profit résultant des acquisitions	-	-
Frais d'acquisition de titres	-	-	Réévaluation à la juste valeur du capital précédemment acquis	-	-
Autres charges	(1 784)	(4 449)	Autres produits	1	66
Total	(7 711)	(9 491)	Total	12 078	479

(*) Correspondent aux pertes de valeur constatées sur les UGT Devoteam GmbH et UGT Pologne (Cf. note 4.3)

(**) Correspondent aux pertes de valeur sur immeubles de placement en Pologne

Au 30 juin 2013, les charges et produits liés aux restructurations concernent principalement la filiale Devoteam Danet GmbH pour un montant de K€ 1 856, les entités Françaises pour K€ 1 763 (dont K€ 1 339 pour des plans de restructuration et K€ 424 pour locaux inoccupés) ainsi que Devoteam Ausystems Italie pour K€ 568. Elles sont essentiellement liées à l'adaptation des ressources aux effets de la crise économique et à des coûts de réduction d'effectifs principalement dans le secteur « Télécom ».

Le profit net lié aux cessions réalisées au cours du 1er semestre 2013 concerne Exaprobe ICT et le pôle Télécom & Média tel que décrit à la note 3.2.2.

Les autres charges non courantes se décomposent essentiellement des coûts d'accompagnement dans la définition du plan stratégique et de transformation (Eagle) pour K€ 1 751 contre K€ 4 375 au 30 juin 2012.

5.5 Charges et produits financiers

Au 30 juin 2013, les principaux composants du résultat financier sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>					
Charges financières	30 juin 2013 (*)	30 juin 2012	Produits financiers	30 juin 2013	30 juin 2012
Différence négative de change	(575)	(354)	Différence positive de change	-	466
Intérêts sur emprunt obligataire évalués au taux d'intérêt effectif	-	(188)	Intérêts sur emprunt obligataire évalués au taux d'intérêt effectif	-	-
Charges sur la couverture de taux	-	(214)	Revenus sur la couverture de taux	-	-
Variation de la juste valeur du dérivé de couverture de taux	-	-	Variation de la juste valeur du dérivé de couverture de taux	-	36
Moins value sur actifs évalués à la juste valeur par le résultat (option de la juste valeur)	-	-	Plus value sur actifs évalués à la juste valeur par le résultat (option de la juste valeur)	-	114
Intérêts sur contrat de location financement au taux d'intérêt effectif	(130)	(150)			
Actualisation des dettes long terme	(135)	(37)			
Actualisation des droits acquis sur engagements de retraite	(80)	(77)			
Autres intérêts et charges assimilées	(188)	(246)	Produit d'intérêt	89	111
Autres charges financières	(126)	(53)	Autres produits financiers	72	55
Total	(1 234)	(1 318)	Total	161	780

(*) A partir de 2013, les gains et pertes de change sont présentés selon leurs montants nets comme le préconise la norme IAS 1.35

La détérioration du résultat financier au 1^{er} semestre 2013 K€ (1 073) comparativement au 1^{er} semestre 2012 K€ (538) s'explique principalement par des différences de change négatives générées sur des créances et prêts intragroupes en devises pour lesquels le groupe ne souscrit pas de couverture.

Le groupe constate cependant une diminution de son volume de charges d'intérêts, due notamment à l'extinction de ses opérations de couverture et à la dette OBSAR arrivées à échéance en novembre 2012.

<i>Coût de l'endettement financier net</i>		
<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Charges d'intérêt sur opérations de financement au taux effectif	(318)	(584)
Résultat des couvertures de taux sur endettement financier brut	-	(178)
Coût de l'endettement financier brut	(318)	(762)
Produits d'intérêt générés par la trésorerie et équivalents de trésorerie	89	111
Plus value sur actifs évalués à la juste valeur par le résultat	-	114
Coût de l'endettement financier net	(229)	(538)
Dettes financières moyennes	29 669	38 952
Taux d'intérêt endettement brut	2,14%	3,91%

5.6 Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée est déterminée sur la base de la meilleure estimation faite par la Direction du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de l'exercice, appliqué au résultat avant impôt de la période intermédiaire, conformément à IAS 34.

Pour les six mois écoulés au 30 juin 2013, au niveau consolidé, la charge d'impôt s'établit à K€ 2 394 contre K€ 574 au 30 juin 2012. L'évolution négative de la charge d'impôt s'explique principalement par l'effet de pertes fiscales non activées, essentiellement en Allemagne et en Pologne. La charge d'impôt inclut des impôts locaux complémentaires (Cvae en France et Irap en Italie à hauteur de K€ 1 501 au 30 juin 2013 contre K€ 1 688 au 30 juin 2012.)

Le solde des reports déficitaires non reconnus s'élève à K€ 31 170 au 30 juin 2013 contre K€ 27 705 au 31 décembre 2012. La variation s'explique principalement par les reports déficitaires non reconnus liés aux pertes de la période de Devoteam GmbH pour K€ 2 820.

Les dates d'expiration des reports déficitaires n'ont pas sensiblement évolués au cours du 1er semestre 2013. Ces reports déficitaires n'ont pas de date d'expiration à l'exception du report déficitaire de Devoteam Pologne « ex Wola Info » dont la majeure partie arrive à échéance entre 2014 et 2016. Ces derniers n'ont pas été reconnus car il n'existe pas de probabilité suffisante pour qu'un bénéfice imposable permette leur consommation dans un délai de trois ans.

NOTE 6 - INFORMATIONS DIVERSES

6.1 Ventilation de l'effectif

L'effectif du groupe s'établit à 4 059 salariés au 30 juin 2013, contre 4 664 au 31 décembre 2012 et 4 782 au 30 juin 2012 composé quasi exclusivement de cadres.

6.2 Parties liées

6.2.1 Informations sur les rémunérations et les avantages alloués aux organes de Direction

Les rémunérations du Directoire se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Avantages du personnel à court terme	384	307
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Autres avantages long terme	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-
Total	384	307

Ces montants comprennent les rémunérations brutes totales, y compris les avantages en nature et les valorisations des options de souscription d'actions attribués au cours de la période. Les mandataires sociaux dirigeants ne bénéficient d'aucun avantage à long terme.

6.2.2 Informations sur les entreprises associées et autres parties liées

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Le tableau suivant donne le détail du montant total des transactions conclues avec les parties liées au titre du 1^{er} semestre 2013 et du 1^{er} semestre 2012 :

<i>En milliers d'euros</i> Valeurs comptabilisées	30 juin 2013			30 juin 2012		
	Entreprises associées *	Co-entreprises	Autres parties liées**	Entreprises associées *	Co-entreprises	Autres parties liées**
Ventes aux parties liées	271	-	139	-	-	126
Achats auprès des parties liées	125	-	1 645	24	-	1 537
Dividendes et Autres Produits de participation	-	-	-	162	-	-
Intérêts et charges financières	-	-	-	-	-	-
Autres produits opérationnels	-	-	-	-	-	-
Créances sur les parties liées	308	-	735	206	-	707
Dettes envers les parties liées	-	-	755	-	-	840

* Concernent les sociétés mises en équivalence *Between Management Consultant, Keivox, Inflexsys, Axance et Crocodile RCS en 2013.*

** Concernent la SCI 73 rue Anatole France et Accytime (cf. note 9.2.2 des états financiers 2012)

La nature des informations sur les parties liées n'a pas significativement évolué par rapport au 31 décembre 2012.

6.3 Exposition du groupe aux risques financiers

L'exposition du groupe aux risques financiers, tels que décrits dans ses états financiers au 31 décembre 2012, n'a pas significativement évolué. Les politiques comptables et les méthodes de calcul (exemple : détermination de la juste valeur) n'ont pas été modifiées.

6.3.1 Risque de crédit

Le groupe n'a pas identifié de nouveau risque de crédit sur les créances clients et les placements de ses excédents de trésorerie.

Le groupe ne détient pas de placements significatifs classés en équivalents de trésorerie au 30 juin 2013. . En revanche, le groupe détient un contrat de capitalisation classé en autres actifs financiers courants pour K€ 265 au 30 juin 2013. Ce placement est à capital garanti.

6.3.2 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est géré par la direction financière du groupe en relation avec les principales contreparties bancaires. La politique du groupe est de se couvrir contre une hausse de ses flux futurs de remboursement lorsque son exposition est significative et utilise pour cela des instruments financiers dérivés souscrits auprès de banques de premier rang.

Au 30 juin 2013, aucun instrument de couverture de taux n'est en place.

6.3.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le groupe ne puisse faire face à ses obligations financières. L'approche du groupe dans la gestion de ce risque est de s'assurer en permanence que le groupe possède des fonds suffisants pour faire face à ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance.

La direction financière a mis en place un suivi du cash flow prévisionnel (mensuel et annuel) pour chaque entité opérationnelle du groupe qui lui permet de gérer le risque de liquidité avec une visibilité suffisante.

Le groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. En effet, au 30 juin 2013, la trésorerie brute (hors découvert bancaire et incluant un placement en contrat de capitalisation immédiatement mobilisable tel que décrit à la note 4.7) de 30,2 M€ excède la dette financière à court terme de 18,6 M€.

Au cours de l'année 2012, et afin d'assurer son refinancement court et moyen terme, le groupe a mis en place auprès de contreparties bancaires de premier rang des lignes de crédits confirmées du type « RCF » (Revolving Credit Facility) à hauteur de 35 millions d'euros pour une durée de 3 ans. Ces lignes sont soumises à des conditions de tirages préalables et aux respects de ratios financiers classiques pour ce type de lignes.

	Covenant Exigé	Réalisé
Ratio G (dette nette/Fonds propres)	< 0,75 ou < 1	(0,1)
Ratio L (Dette nette/EBITDA)	< 2,5	(0,7)

A la clôture du semestre, le montant tiré de ces lignes s'élève à 10M€ et les clauses conventionnelles (covenants) sont respectées.

6.4 Engagements hors bilan

Suite à la cession du pôle T&M, la garantie apportée pour un client dans le cadre de la reprise de « Smartvision » à hauteur de 8,5 M€ et ayant fait l'objet d'une autorisation spéciale du Conseil de Surveillance du 6 novembre 2012, a été totalement reprise par l'acquéreur.

Les autres engagements hors bilan tels que présentés à la note 9.3 des états financiers 2012 n'ont pas significativement évolués ni en nature ni en montant.

Au cours du semestre, la procédure opposant le groupe à un autre acteur du secteur, telle que présentée à la note 10 des états financiers 2012, n'a pas évolué significativement. En conséquence, le groupe a maintenu la même position qu'au 31 décembre dernier, considérant les demandes sans fondement.

NOTE 7 - EVENEMENT SIGNIFICATIF POSTERIEUR AU 30 JUIN 2013

Néant

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Devoteam S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 5.2 Secteurs opérationnels » de l'annexe qui présente l'évolution du modèle organisationnel du groupe Devoteam et ses conséquences sur la présentation des informations relatives aux secteurs opérationnels conformément à IFRS 8.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 août 2013

KPMG Audit IS
Grégoire Menou
Associé

Paris, le 30 août 2013

NSK Fiduciaire
Jean-Marc Bordja
Associé

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. Les comptes consolidés semestriels résumés présentés dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 30.

Stanislas de Bentzmann
Coprésident du Directoire